

Jean-Sylvestre MONGRENIER  
et Jean-Thomas LESUEUR  
Septembre 2015

Points clés 6

# 10 POINTS CLÉS SUR L'EUROPE, LES FLUX DE MIGRANTS ET LE PATRIOTISME DE CIVILISATION



Au moins 400 000 réfugiés attendus en Europe cette année, selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), peut-être plus : l'Union européenne et ses États membres doivent faire face à de puissants flux migratoires. Les drames humains qu'ils engendrent sont prétextes à leur mise en accusation. Ces entreprises de culpabilisation et leurs effets sur l'opinion sont le signe de la « grande fatigue » de notre continent. Son ressaisissement, par l'exercice d'un véritable patriotisme de civilisation, est indispensable. La situation actuelle et le contexte géopolitique global exigent en effet des décisions souveraines et un engagement extérieur accru.

*« Dans la vie, il n'y a pas de solutions. Il y a des forces en marche : il faut les créer, et les solutions suivent. »*

Antoine de Saint-Exupéry

En provenance du Moyen-Orient, du Sahel et de la Corne de l'Afrique, plus lointainement de Haute-Asie, des masses de réfugiés et de migrants traversent les frontières méridionales et orientales de l'Union européenne (UE). Les images de ces puissants flux qui bousculent les États, leurs frontières et leurs lois ne sont pas sans évoquer diverses thèses historico-philosophiques sur la chute des empires et la destinée des civilisations. Devant le spectacle de ces populations qui fuient la répression, l'état de guerre et la misère économique des zones de départ, les bons esprits exigent la reconnaissance du droit de tous les migrants à s'installer là où ils le souhaitent, sans considération pour les sociétés d'accueil, le consentement des citoyens et la souveraineté des États. Le fatalisme historique d'une part, l'angélisme de l'autre ont en commun de pousser à la démission politique.

Pourtant, le grand historien britannique Arnold Toynbee (1889-1975) insiste dans son œuvre sur l'inexistence d'un déterminisme historique universel : c'est en répondant aux défis successifs que les civilisations survivent et se transforment selon son modèle explicatif « *challenge and response* ». Dans le cas de l'Europe contemporaine, les défis seront surmontés en commun. Il ne s'agit pas seulement de faire face à l'urgence et de réduire le débat à sa dimension humanitaire, au mépris des effets non-voulus de l'éthérisme moral. La perte du sens des limites, l'irrespect des citoyens européens et la négligence des équilibres socioculturels, au nom du « meilleur des mondes », pourraient entraîner de graves chocs en retour. Plutôt que de prétendre transformer l'UE en un simple prestataire de services humanitaires, les « bons Européens » doivent penser et agir politiquement. La défense des frontières et la préservation des équilibres intérieurs se jouent à l'avant, dans les régions géopolitiques voisines de l'Europe. Pour agir sur les causes profondes des flux humains, il faut se préparer à projeter forces et puissance au-delà des « anciens parapets » de l'Europe.

## 1

### **À l'Est et au Sud, les frontières de l'UE cèdent sous la pression des flux migratoires, et ceux qui dénoncent l'égoïsme de l'« Europe-forteresse » mentent tout simplement**

La crise migratoire en Méditerranée du printemps 2015 aura été le prélude à un phénomène géopolitique plus vaste. Dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, en Méditerranée occidentale, la situation est encore sous contrôle (sans garantie quant à l'avenir). En revanche, migrants et réfugiés traversent la Méditerranée centrale (déroit de Sicile, île de Lampedusa), la mer Egée et les Balkans, pour entrer dans l'UE et gagner l'Europe du Nord-Ouest. Bien qu'elle ait déjà accueilli d'importantes populations étrangères au fil des décennies, l'Europe est sommée par la « classe discutante » de lever toute restriction aux flux de réfugiés et de migrants. En contradiction avec la simple observation des faits (trois fois plus de demandeurs d'asiles ont été accueillis en 2014 par rapport à 2010), la dénonciation forcenée de l'« Europe-forteresse » vise à paralyser ceux qui demeurent rétifs au thème de l'« accueil pour tous ». L'hypermoralisme et la mise en accusation des Européens pourraient bien se révéler contre-productifs tant, heureusement, les opinions publiques ne suivent plus les admonestations médiatiques. La charité doit être exercée avec discernement, l'entrée des migrants doit être proportionnée à la capacité d'accueil de chaque pays et il importe de ne pas céder à l'emballement.

**2****L'Europe n'est pas responsable de mouvements de populations dont les causes sont à rechercher dans les convulsions de la géopolitique régionale, dans le sous-développement chronique et l'incurie, l'autoritarisme, voire la tyrannie, des pouvoirs locaux**

Il est trop facile d'affirmer que l'intervention militaire en Libye (mars-octobre 2011) est à l'origine de ce phénomène de masse. Déjà, elle visait à empêcher des massacres et une longue guerre, avec une possible extension à l'Afrique du Nord, qui auraient inévitablement provoqué de tels mouvements de populations. Si l'actuel chaos politique a fait de la Libye une plaque tournante de l'immigration illégale à destination de l'Europe, le très grand nombre des réfugiés et migrants provient d'espaces plus lointains : le Moyen-Orient (Syrie, Irak), le Sahel et la Corne de l'Afrique (Mali, Niger, Erythrée), la Haute-Asie (Afghanistan). Le cours des choses a depuis mis en évidence d'autres plaques tournantes de l'immigration (Turquie, États des Balkans membres ou non membres de l'UE). Les tragiques événements à l'origine des mouvements de populations s'enracinent dans des situations dont l'Europe n'est pas responsable ou sur lesquelles elle n'a pas prise. Les réformes politiques et économiques recommandées par l'UE depuis les années 1990, dans l'espace délimité par le Partenariat euro-méditerranéen ou dans celui de l'Union africaine, n'ont pas été appliquées par des dirigeants qui confisquent le pouvoir et les richesses. *In fine*, dans ces pays, tyrannie et despotisme auront bloqué tout processus de développement. Il faut ici rappeler que les recommandations de Bruxelles et la volonté de promouvoir un arc de bonne gouvernance sur les pourtours géopolitiques de l'Europe étaient présentées comme une inacceptable ingérence néo-coloniale.

**3****La perte de contrôle des frontières et l'afflux de populations étrangères au cœur de l'Europe, sur fond de déchirements intérieurs et de mauvaise conscience, révèlent la « grande fatigue » du Vieux Continent**

L'erreur serait de voir dans les événements une crise ponctuelle qui ne viendrait que temporairement défrayer la chronique de notre « modernité tardive ». Pendant plusieurs siècles, l'Europe aura été le cœur du monde. Ses hommes, ses techniques, et sa civilisation ont arraisonné la planète entière. A la veille de la Première Guerre mondiale, l'ancien Occident représentait le quart de la population mondiale et un homme sur trois dans le monde était de souche européenne (l'Amérique du Nord, une partie de l'Amérique Latine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont des excroissances de l'Europe). Après une nouvelle « guerre de Trente Ans » (1914-1945), les Européens se sont repliés sur leur espace originel et ils ont peu à peu perdu le contrôle des événements extérieurs. L'Europe est engagée dans un processus de dépopulation et de dépeuplement et ne représente plus que 7% de la population mondiale. Sur le plan économique, plus que toute autre partie du monde, elle est sous la menace d'une « stagnation séculaire ». Bref, l'Europe est une zone de dépression historique. Contrairement à ce qu'affirment les optimistes invétérés, l'afflux de populations extérieures n'est pas un signe de puissance et de rayonnement. La perte de contrôle des frontières, les déchirements intérieurs et la mauvaise conscience sont autant de symptômes de faiblesse et d'affaïssement.

**4****La déstabilisation d'une grande partie de l'Afrique et les effets d'une croissance démographique sans pareille dans le monde laissent présager des heures difficiles**

Au-delà du contexte syro-irakien et moyen-oriental, la composition des flux migratoires appelle l'attention sur l'Afrique subsaharienne. A raison, on rappelle le rôle des conflits armés africains dans le système des causes qui expliquent les départs. Il reste que les situations géopolitiques africaines ont pour arrière-plan une révolution démographique d'ampleur (la « transition démographique ») qui n'a pas encore produit tous ses effets. En 2010, le continent africain a dépassé le milliard d'habitants, soit quatre fois plus qu'en 1950, et il atteindra les deux milliards en 2050. L'Afrique représente le quart des naissances dans le monde et elle est devenue le troisième foyer de peuplement au monde (à la place de l'Europe). D'ores et déjà, la baisse des cours du pétrole et des matières premières met à mal le discours optimiste sur les « lions africains » et l'émergence économique du continent noir. La démographie, le sous-développement, l'impéritie des dirigeants et les conflits armés généreront d'autres flux migratoires. Aussi ne faut-il pas céder au « faux tragique » (« ça va mal mais ça ira mieux demain ») et laisser croire que l'établissement de quotas de réfugiés par pays suffira à surmonter la crise. Plusieurs lignes dramaturgiques convergent et il convient toujours d'anticiper le pire. A tout le moins, il est illusoire de penser que le « modèle social » européen déjà financé à crédit, en empruntant sur les marchés obligataires, survivra à de telles tensions. Le social-fiscalisme est moribond.

**5****Malmenées et dénoncées de manière irresponsable, les frontières sont pourtant légitimes et nécessaires**

D'aucuns semblent vouloir transformer les frontières européennes en des points relais où seraient déployés humanitaires et logisticiens chargés de faciliter les déplacements de populations. D'une manière générale, les frontières sont présentées comme le reliquat d'un monde destiné à s'effacer devant la cause de l'humanité (un « *Historic Park* » dépassé par la globalisation). Pourtant, Il n'est pas d'unité politique – chefferie, Cité-État, État-nation ou Empire – sans frontières, marches et *limes*, c'est-à-dire sans limites politiques inscrites dans l'espace. Si la globalisation constitue le cadre de notre histoire présente, la puissance des flux de toutes sortes et la mondialisation des risques et des menaces rendent d'autant plus légitime et nécessaire le maintien des frontières. Le monde est un *pluriversum* géopolitique et les faits montrent que l'humanité n'est pas prête de former un corps politique unifié. Aussi les frontières conservent-elles une fonction géopolitique irremplaçable : les découpages territoriaux et les modes de contrôle de l'espace ont certes varié à travers les âges, mais lignes de front et frontières demeurent. Au vrai, il est surprenant de voir l'éloge de l'Autre déboucher sur un babélisme qui nie toute distance entre les différentes familles du genre humain.

**6****Le « chacun pour soi » est une impasse et les frontières de l'Europe doivent être contrôlées et sécurisées en commun**

Les peuples, nations et États membres de l'UE ont en partage 11 000 km de frontières terrestres externes et plus de 65 000 km de littoraux. La géographie des flux migratoires met en évidence les zones névralgiques de l'UE : les États riverains du centre et de l'est de la Méditerranée (Italie, île de Malte, Grèce, Chypre), les États du Sud-Est (Bulgarie, Roumanie) et ceux d'Europe centrale (Hongrie aujourd'hui, Pologne et Slovaquie demain ?). Si l'Espagne semble encore épargnée, elle n'est pas à l'abri de pressions migratoires accrues en

Méditerranée occidentale (Ceuta et Melilla, détroit de Gibraltar), voire dans l'archipel des Canaries (au large du Sénégal). En avant de ces zones névralgiques se trouvent des espaces-tampons de première importance pour la sécurité des frontières de l'UE : le Maghreb et l'Afrique du Nord, le Proche-Orient, les Balkans et l'Asie mineure (Turquie), l'Est européen (Ukraine, Belarus). Le niveau des enjeux et les ordres de grandeur des espaces dépassent les capacités des États européens pris un à un. Aussi, le « chacun pour soi » et la remise en cause de l'espace Schengen ne sont pas la solution (ce qui n'exclut pas des réformes). C'est en bonne intelligence et dans le cadre d'une étroite coopération, en soutenant les États les plus exposés et en définissant une politique migratoire commune (y compris une politique européenne d'asile), que les défis seront relevés. Ce n'est pas seulement une question d'échelle et d'efficacité technique. Les Européens partagent une même destinée et la claire conscience de ce qui les fonde en propre doit s'exprimer à travers un patriotisme de civilisation.

## 7 | **La claire conscience d'une identité de civilisation et le souci de l'universel ne s'excluent pas réciproquement**

Bien que sans cesse blâmées par les tenants de l'« accueil pour tous », les inquiétudes identitaires de plus en plus clairement manifestées par les peuples européens doivent trouver des réponses dans la stratégie de l'UE et le renforcement des politiques communes, sur le plan migratoire comme dans d'autres champs de coopération (politique étrangère, défense, énergie). Certes, l'identité ne peut être comprise comme la simple répétition à l'identique et l'invocation de dates historiques (l'« identité *idem* » de Paul Ricœur). L'identité désigne ce qui se maintient dans le jeu du monde et parvient à faire fond, condition *sine qua non* pour intégrer des apports étrangers (l'« identité *ipse* » du même Paul Ricœur). C'est avec Hérodote, au V<sup>e</sup> siècle avant J.-C., que la pensée grecque a découvert la dialectique du Même et de l'Autre, et l'identité de civilisation de l'Europe n'est certainement pas réductible à une sorte de tribalisme. Historiquement, l'Europe est constituée de « sociétés ouvertes », dynamiques et excentrées. Le regard théorique et critique qu'elle a porté sur le monde, tel qu'il a été si bien analysé par Jean-François Mattéi (1941-2014), a ouvert l'Europe sur l'universel. Il lui a permis d'essaimer ses formes de pensée et ses réalisations bien au-delà des limites historiques, géographiques et ethno-culturelles du Vieux Continent. Aussi, le patriotisme de civilisation auquel il faut donner vie et sens, n'entre pas en contradiction avec l'esprit de vérité, le souci du monde et la vocation universelle de l'Occident (l'Europe en mouvement, désenclavée et ouverte sur le grand large). Mais il exclut la dissolution de l'Europe dans la globalisation et le babélisme.

## 8 | **Patriotisme de civilisation et souci du monde exigent que les dirigeants européens aillent au-delà de la fixation de quotas de réfugiés et s'engagent sur une harmonisation des politiques migratoires et d'asile**

Trop longtemps, l'Italie, Malte, la Grèce, la Hongrie et la Bulgarie ont été laissées seules ou presque face aux flots de réfugiés et de déplacés. La résorption et le contrôle de ces flux requièrent une action commune, coûteuse et de longue haleine, en mer Méditerranée et sur les frontières sud-est de l'Europe, dans les zones de départ et dans les pays par lesquels ces populations transitent. Décidé lors du Conseil européen du 23 avril 2015, le triplement des fonds accordés à l'agence Frontex pour conduire l'opération *Triton* et le déploiement de nouveaux moyens maritimes sont de réelles avancées. L'agence Frontex est appelée à jouer un rôle grandissant, et même central, dans la sécurité des frontières maritimes européennes. Désormais, l'attention porte sur la fixation de quotas de réfugiés par pays. La chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande sont parvenus à un accord sur la question et veulent entraîner les



autres États membres de l'UE sur ce chemin (voir leur « lettre commune » du 3 septembre 2015). François Hollande a ensuite annoncé que la France accueillerait vingt-quatre mille réfugiés dans les deux ans à venir. De nécessité faut-il faire vertu ? Quoi qu'il en soit, il faudra harmoniser les politiques nationales en matière d'immigration et de droit d'asile. Sur ce point, précisons que l'obtention du droit d'asile ne devrait pas pouvoir déboucher sur un droit d'installation permanent, indépendamment de l'évolution de la situation dans les pays de départ. Enfin, plutôt que de jeter l'invective sur les récalcitrants, il importe que la capacité d'absorption des différents pays soit pleinement prise en compte. Tout n'est pas possible.

## 9

### **Des actions militaires européennes ponctuelles visant à détruire les bateaux des trafiquants doivent être planifiées et exécutées en Libye**

Dans les propositions d'action émises par la Commission européenne en préparation du Conseil européen du 23 avril 2015, l'idée d'actions militaires sur les côtes libyennes fut présentée aux chefs d'État et de gouvernement de l'UE. Il faut regretter qu'elle n'ait pas été retenue. L'objectif était de saisir ou de détruire, selon les circonstances, les embarcations utilisées pour transporter les migrants, à l'instar de ce qui se fait dans l'opération « Atalante » contre la piraterie au large des côtes somaliennes (opération lancée en 2008). La Commission proposait aussi de renforcer la coopération entre les organisations Europol, Frontex, l'EASO (*European Asylum Support Office*) et Eurojust, afin de réunir l'information nécessaire à une action d'ensemble contre les trafiquants d'êtres humains. De fait, une situation d'exception requiert des moyens d'exception. Il faut donc sérieusement envisager une intervention de vive force sur les rives libyennes, pour mettre fin à ces trafics et endiguer les flux humains. Ainsi que le souligne son Secrétaire général, l'OTAN pourrait être mise aussi à contribution pour élaborer une réponse globale, d'autant plus que les zones de départ les plus lointaines des migrants relèvent d'espaces où elle est engagée. Cependant, l'UE est appelée à jouer un rôle central : le bassin méditerranéen et l'Afrique du Nord relèvent de son voisinage géographique. L'opération est à la portée des moyens de l'Europe qui affirmerait ainsi sa souveraineté.

## 10

### **Une intervention en Syrie doit être envisagée mais il ne faut pas s'attendre, une fois mise en œuvre, à ce qu'elle tariisse les flux migratoires dans l'immédiat**

Depuis la décolonisation, l'« Europe du grand large » s'est recroquevillée sur son assise continentale. Se croyant à l'abri et déchargés du fardeau du monde, nombre d'esprits ont rêvé d'une Grande Suisse vouée au « *soft power* » et à l'admonestation des puissances de plein exercice (les États-Unis en tout premier lieu). L'illusion se dissipe. Pour reprendre le contrôle des flux migratoires, il faudra tenir les deux bouts de la chaîne. En d'autres termes, si l'Europe ne veut pas subir les effets des tensions et des guerres qui se produisent dans l'arc de crises qui court du Sahel au Moyen-Orient, il lui faudra mener une diplomatie volontaire et active, voire intrusive, sans exclure des interventions militaires, avec l'envoi de troupes au sol si la situation stratégique le requiert. Il faut impérativement sortir de l'autisme géopolitique qui marque l'« Europe du dernier homme ». De fait, la géographie des flux de migrants déplace désormais l'attention vers la Syrie et l'Irak, à l'est de la Méditerranée. La guerre y soulève des problèmes vastes et complexes. Des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour demander une intervention militaire en Syrie. Mais il convient d'être réaliste sur ce qu'on pourrait en attendre. Certes, son principe ne doit pas être exclu et l'extension des bombardements en Syrie, là où sont les sanctuaires de l'État islamique, est un préalable. Il

reste que les migrants syriens fuient autant Bachar Al-Assad que l'État islamique, et le régime iranien, allié à Damas, a d'autres objectifs que de stabiliser le Moyen-Orient, pour complaire à l'Occident. Aussi nécessaire soit-il, un engagement résolu en Syrie ne tarira pas avant longtemps les sources des flux à destination de l'Europe. L'enjeu premier est de disposer d'options stratégiques renforcées dans la région, ce nœud gordien de la géopolitique mondiale, et de préparer le règlement politico-militaire du conflit syro-irakien.



**Jean-Sylvestre MONGRENIER** est Chercheur associé à l'Institut Thomas More. Il travaille en particulier sur les enjeux de défense européenne et la politique européenne de voisinage.



**Jean-Thomas LESUEUR** est Délégué général de l'Institut Thomas More. Ses travaux portent sur les questions politiques liées aux enjeux institutionnels et identitaires européens.